



## Communiqué de l'intersyndicale des DRACS Auvergne et Rhône-Alpes

L'ensemble des représentants du personnel des DRACS Auvergne et Rhône Alpes s'est réuni le lundi 16 novembre à Lyon pour préparer les CHSCT et CT. Le 17 au matin, a été décidé à l'unanimité le boycott des CHSCT et CT conjoints prévus ce jour à Lyon.

Ni le calendrier, ni la méthode, ni le degré d'information qui est le nôtre, ne nous permettent de nous prononcer sur l'organisation future de nos services, qui nous apparaît totalement irréaliste au regard de nos missions de service public.

Le calendrier prévoyait une série de réunions d'information et de concertation, afin de nourrir le dialogue social prévu dans la lettre de mission du DRAC préfigurateur. A ce jour aucune concertation avec les agents, les représentants du personnel ou avec les services n'a eu lieu.

La méthode employée nous paraît incohérente et fait preuve d'un réel mépris des personnels. Après nous avoir présenté un organigramme cible 2018 (sans plafond d'emploi connu) pendant des semaines, on nous propose désormais un arrêté préfectoral qui organise la DRAC au 1<sup>er</sup> janvier 2016, selon des modalités identiques. Dans un cas comme dans l'autre aucun agent ne peut se retrouver dans ces organigrammes, à six semaines de l'échéance. Face à une communication défailante et fluctuante, c'est sans doute la « permanence de communication auprès des personnels » prévue dans la lettre de mission du Drac préfigurateur, ce sont souvent les représentants du personnel qui transmettent aux collègues le peu d'information dont ils disposent.

A l'heure où la culture est attaquée de toutes parts, cette réorganisation ne nous permet pas d'accomplir nos missions de service public, telles qu'elles sont définies par la DNO. Par ailleurs, nous rappelons solennellement au DRAC, chef d'établissement responsable pénalement, qu'il a obligation de résultat sur la prévention des risques psycho-sociaux, qui connaissent, dans le contexte du malaise croissant des agents (suppression et transformation de postes et de missions, réforme incessante, incertitude constante), une augmentation inquiétante.

A l'heure où chacun s'accorde à reconnaître l'importance de la politique culturelle, nous ne cautionnons pas ce démantèlement historique de l'Etat, dissimulé derrière un discours langue de bois.

Lyon, le 17 novembre 2015